Cahiers de
l'humanisme libertaire
REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mai 1965 — Nouvelle série - N° 112 — ABONNEMENT ANNUEL : 8 F — LE NUMERO : 0,70 F

ENCORE LE SOCIAL

L'avenir de la civilisation, l'existence de notre espèce sont des questions qui laissent indifférents ceux dont l'horizon se limite à eux-mêmes, à leur bonheur et à leur passage sur terre. Mais quiconque étudie l'histoire de l'humanité, ses avances et ses reculs, la façon dont se sont produites les décadences de civilisations brillantes et qui étaient des étapes dignificatrices de populations en pleine ascendance, ne peut rester indifférent devant les menaces qui s'accumulent à l'horizon de l'avenir.

Les historiens nous montrent, nous font pour ainsi dire toucher du doigt les causes, les symptômes, la marche au néant de ces civilisations chinoise, grecque, romaine, par exemple. Et indiscutablement la cause principale est la dissolution introduite par la disparition du sentiment social, d'une certaine pratique éthique où la responsabilité de chacun envers la société a disparu, où le seul plaisir individuel, la seule jouissance personnelle ont dominé sur le reste des comportements.

Le seul fait d'énumérer ces facteurs, et les responsabilités qu'ils impliquent fera rire ceux pour qui le plaisir et le bon vouloir de l'individu sont le but de tout et la seule loi valable — si l'on peut parler de loi. Mais indiscutablement lorsque nous nous préoccupons de la santé d'enfants qui ne sont pas les nôtres, de la formation de la jeunesse, de l'avenir de la société, de l'aide aux peuples affamés, nous débordons aussi le cadre purement individuel. Nous pensons et agissons comme des membres de la collectivité à laquelle nous appartenons et dans laquelle nous vivons. Et si la génération qui, par son nombre et sa maturité, guide la société en vue de cet avenir, cessait d'assumer cette tâche qui la rend solidaire des générations futures, directement d'abord, puis par l'intermédiaire de celle qui la suivra, il n'y aurait pas d'avenir humain.

Si l'on veut que cet avenir existe, si l'on ne veut pas que l'humanité dégénère et disparaisse, il est inévitable, il est nécessaire d'accepter notre part, individuelle et collective de responsabilités, comme d'autres ont accepté les leurs en ce qui nous concerne. La chaîne des générations ne s'interrompt pas, ou elle ne le peut que dans la mort. Ceux pour qui il est indifférent que l'humanité disparaisse — c'est leur droit — sont logiques avec eux-mêmes quand ils se désintéressent des problèmes humains de caractère collectif. Mais alors c'est, de leur part, une rupture biologique des générations qui est au bout de leur attitude, et l'extinction totale qui attend les hommes de l'avenir.

PETITES VÉRITÉS SUR L'ÉCONOMIE

CASTOR

Les commentateurs, officiels ou non officiels, jettent des cris d'alarme devant les perspectives inquiétantes qu'offre actuellement l'économie française. Les investissements globaux pour le développements de la production sont insuffisants ; l'industrie ne se développe pas assez vite ni assez bien pour faire face à la concurrence des nations avec lesquelles on est en train d'organiser l'Europe, et à ce pas il arrivera probablement que, du fait de cette concurrence, favorisée par la suppression des tarifs douaniers et le prix de revient trop élevé, un certain nombre d'industries, et d'entreprises seront obligées de ralentir leur production. D'où un chômage réel prévisible dans un laps de temps plus ou moins long.

Ceci est un des exemples qui prouvent que le niveau des salaires des travailleurs dépend aussi, surtout en société capitaliste, d'un nombre de facteurs qui ne sont pas compris dans les habituelles revendications, et que les militants ouvriers doivent, dans leurs analyses, aller au-delà des considérations purement syndicales. C'est le problème social en entier, celui du régime social qu'il faut poser.

*
**

Autre aspect du problème. Les investissements n'augmentent pas assez parce que l'épargne ne se concentre pas sur le financement des entreprises privées. Alors qu'en France, la part du revenu national orientée en ce sens est de 20 à 21 pour cent, elle est de 37 pour cent au Japon, de 26 pour cent en Allemagne. Cela permet de renouveler plus rapidement l'outillage, de développer l'infrastructure industrielle et le volume des rendements.

Il est vrai que l'on retrouve ici la mentalité du bas de la laine qui fut pendant longtemps celle de la masse paysanne, et est une des grandes responsables du retard de l'agriculture dans ses techniques de travail et dans son organisation humaine — ou bestiale —. La même mentalité joue maintenant, mais dans le monde industriel et citadin, devenu prédominant. Cela répercute dans les conditions économiques générales d'où dépendent les conditions de vie des travailleurs.

*
**

Il nous semble aussi utile de signaler le facteur de la fiscalité. La France est parmi les pays où l'Etat prélève, sous forme d'impôt direct, et quant aux bénéfices industriels, les plus hauts pourcentages. Alors que la moyenne est de 50 pour cent pour les bénéfices distribués ou non, elle est de 53,7 pour cent pour les bénéfices distribués et de 25 pour cent pour les non distribués en Angleterre, de 51 et 23,4 pour cent en Allemagne, de 30 et 15 pour cent en Belgique. De plus, au premier impôt sur les sociétés, s'ajoute en France l'impôt pris sur les bénéfices qui restent aux actionnaires, si bien qu'en fin de compte, l'Etat perçoit 62 pour cent, et l'actionnaire 38 pour cent. Il y a donc moins d'individus attirés par le placement de leur argent en actions et obligations dans ce pays que dans d'autres. Mais on sait que de tous, c'est l'Etat français qui a en main, et de loin, la part la plus importante de l'économie, et qu'il lui faut trouver des fonds pour renflouer en permanence, ou pour développer les branches dont il s'est emparé. Ces fonds, il se les procure à coups d'impôts, et quoi qu'on en dise, l'épargnant, qui n'est pas toujours, loin de là, un capitaliste (il y avait un million d'actionnaires, presque tous des petites gens, dans les mines de charbon avant leur nationalisation) n'est nullement encouragé à engager son argent dans de telles conditions.

Surtout parce qu'on n'est nullement garanti contre de nouvelles nationalisations...

*
**

Il est probable que si l'Allemagne avait pratiqué, après la guerre, une politique semblable, elle n'aurait pas connu l'essor extraordinaire qui a été et demeure le sien. Le libéralisme économique lui a réussi. Mais le facteur psychologique — l'esprit créateur, le mépris du bas de laine — a joué aussi. Vous le voyez : l'économie, cela suppose bien des choses, dont certaines sur lesquelles nous ne pouvons nous étendre aujourd'hui. Et on pourra s'agiter autant que l'on voudra, on tournera toujours en rond si l'on ne se décide pas à sortir de la routine dans laquelle on végète, malgré les phrases sonores dont on abuse tant.

DE DROITE A GAUCHE

Jean-René MOYSIN

RACE ET PROLETARIAT

La revue « *Défense de l'Occident* » consacre entièrement à la « question noire aux U.S.A. » son numéro de février-mars, numéro intéressant par les témoignages qu'il apporte, les documents et les statistiques qu'il publie, et qui montre un effort d'objectivité et de compréhension assez surprenant, quand on sait la publication dirigée par Maurice Bardèche, un des rares journalistes français se proclamant eux-mêmes écrivains fascistes. Il ne saurait être question — il faudrait au moins une page entière — d'analyser et de commenter ici les différents textes qui composent ce numéro. Bornons-nous à souligner cette affirmation de Maurice Bardèche selon laquelle le problème noir est « une *question de classe* beaucoup plus qu'une question de race ». Certes, une grande partie de la population noire constitue un prolétariat exploité, mais n'est-ce pas essentiellement à cause de leur race que l'on condamne en pratique ces Américains théoriquement « à part entière » à former cet « énorme réservoir de main-d'œuvre non qualifiée » qui nous est décrit dans un autre article ? Ne les maintient-on pas dans un état d'infériorité professionnelle à cause de la couleur de leur peau ?

FASCISMES ET FASCISMES

Ne quittons pas la presse fasciste. Lucien Rebatet, qui officie à *Rivarol,* affiche des convictions plus éloignées des nôtres. Mais pourquoi ne pas le mentionner, quand il nous semble énoncer des vérités ? Écoutons-le, dans le numéro du 25 mars de l'hebdomadaire cité, railler l'illogisme des antifascistes dits « de gauche », qui ne condamnent qu'un certain totalitarisme et refusent de dénoncer la dictature, la xénophobie et le militarisme actuels de certains États : « J'étais curieux de savoir ce qu'un journaliste du NOUVEL OBSERVATEUR ressent aux parades totalitaires d'Alger, de Djakarta, de La Havane, de l'Egypte, aux imitations mussoliniennes si réussies de M. Castro, M. Nasser, M. Sœkarno, ce dernier étant un tribun et un comédien du plus remarquable talent. Ce fascisme exotique ne gêne pas du tout Jacques-Laurent Bost, cependant antifasciste du meilleur teint. Il estime que c'est une phase normale et sans doute, indispensable dans l'évolution de ces peuples ». Il n'est guère que les libertaires pour s'opposer à tous les fascistes, qu'ils se réclament d'une philosophie « réactionnaire » ou d'une idéologie « gauchisante ».

UN MONDE IDOLATRE

Qui dit fascisme, dit autorité d'un homme, donc culte de la personnalité, accepté, voire même encouragé ou propagé par l'intéressé. Dans le numéro de « *Janus* » (février-mars) intitulé « l'Homme et ses Idoles », au-dessus de la photographie d'un hommage à Nasser, figure cette *Prière à Pétain :* « Notre Père qui êtes à notre tête — que votre nom soit glorifié — que votre règne arrive, — que votre volonté soit faite — sur la terre pour qu'on vive. — Demeurez sans retour — Notre pain de chaque jour. — Redonnez — L'existence — A la France, — ne nous laissez pas retomber — Dans le vain songe — et le mensonge — Et délivrez-nous du mal — O Maréchal ». Nous vivons dans un monde d'idoles : idoles religieuses (les dieux et leurs papes), idoles politiques, idoles de l'écran et de la chanson, etc. Idéologies, partis, éditeurs de journaux, firmes de disques, financiers en tous genres, invitent l'homme à se prosterner et à faire abandon de son esprit critique. Plus encore que les textes (certains fort intéressants), les photographies de la revue dont nous avons parlé illustrent cette évidence : trop d'hommes sont amenés à confondre reconnaissance de la valeur exemplaire de certaines existences (en ce qui concerne Pétain, c'est, on le comprendra, une question d'interprétation) — et adoration d'individus.

PERMANENCE DE LA DEIFICATION

Des textes dans l'esprit de celui qui vient d'être cité, paraissent évidemment ridicules, mais on n'en découvre malheureusement pas que dans le passé. *La Nation Française* a récemment reproduit un morceau de bravoure consacré à N'Krumah «fils de Dieu », paru le 13 mars dans « *West african pilot* », quotidien africain. En voici des extraits qui se passent aisément de commentaire : « Le nkrumahisme est d'inspiration divine (...). Les complexités du nkrumahisme vont au-delà de la compréhension de l'homme ordinaire, mais aussi le chef n'est pas un homme ordinaire. Quel besoin a le Ghana ou l'Afrique de politiciens ou de partis politiques, de syndicats ou d'élections ? (...). Les politiciens, journalistes et même certains chefs d'Etat stupides et réactionnaires, ont jeté l'injure et les quolibets à notre grand leader. S'ils tiennent à leur tête, il faut qu'ils prennent garde, car la colère de l'Osagyefo, comme la colère de Dieu, ne peut pas être toujours contenue (...). Les cœurs de tous les Africains sont gonflés de fierté et épanouis d'amour pour les enseignements de l'Osagyefo. Il a fait du Ghana ce qu'il est aujourd'hui, et demain, il sera à la tête de toute l'Afrique ».

L'HOMME ET LES MILITAIRES

Un horrible autant que stupide bellicisme accompagne le plus souvent ces adorations. Et l'on ne redira jamais assez la cruelle laideur de la guerre, de toute guerre. Dans « *le Canard Enchaîné* » du 10 mars, Jérôme Gauthier demande pardon au soldat Bersot qui, près de Fontenoy, fut fusillé en février 1915 pour avoir refusé de porter un pantalon plein de sang et de boue que l'on venait de récupérer sur un cadavre : « Pardon, Bersot, pour les rescapés, tes faux-frères, pour ceux qui firent des guerres, la tienne et celles d'après, et qui ont mis, comme d'autres y mettent une bâtisse, leur monument de gloire en viager. Ils touchent une petite rente : un bout de ruban ou de grade, un trognon de sinécure. Ils défilent aux anniversaires. Ils sont fiers de tout trahir : les os des morts et l'avenir des vivants (...) Tu es l'image même du remords qu'ils affectent d'ignorer. Tu es le chef-d'œuvre aveuglant des ces Compagnons du crime : le Sabre, le Code, la Soumission ». — Merci, Jérôme Gauthier ! Il importait que cela fût dit, aux hommes qui n'ont pas oublié les deux mille soldats français exécutés pour l'exemple de 1914 à 1918, à ceux qui feignent d'oublier et surtout aux jeunes à qui jamais ces hauts faits d'armes ne furent contés ».

LA JEUNESSE ET SES PROBLEMES

C'est à ces jeunes que « *le Débat Communiste* » consacre une partie de son numéro du 15 mars. Deux pages de chiffres illustrent l'importance de la jeunesse (5 970 900 jeunes de 15 à 24 ans sur 46 218 700 habitants, en 1962), ses préoccupations « culturelles » (tirage de *Salut les Copains :* 974 000 exemplaires) et l'insuffisance des réalisations dans les domaines de l'enseignement, de la formation professionnelle, des loisirs et des sports (« il fallait 42 000 ingénieurs nouveaux entre 1955-60 ; 20 000 seulement ont pu être formés ». — « 6 nouveaux francs, c'est ce que le budget de l'Education Physique de la France accorde par jeune licencié d'un club sportif, pour l'équipement, les assurances et les déplacements »). Dans une intéressante étude sociologique, Pierre Barnley montre que l'éveil de la sexualité conduit l'adolescent à se heurter aux règles morales et aux lois de notre société, qu'elle soit capitaliste ou soviétique, et souligne l'anachronisme d'un enseignement trop souvent séparé de la vie, les jeunes étant finalement informés par la radio, la télévision et la presse que nous connaissons.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Fina Romero, 12 ; Salives, 20 ; Groupe Syndicaliste libertaire, 20 ; Imbart, 2 ; Jacques Reclus, 14 ; Juliot, 10 ; Alvarez, 2 ; Tonda, 7 ; Maxime Marchand, 7 ; Ledrappier, 10 ; Prévôtel, 12 ; Carbonari, 10 ; Saïdi J., 5 ; Jean Duperray, 5 ; Roger Delmas, 10 ; Buatois, 7 ; Marsouin, 7 ; Arbetaren, 2 ; G. Alexandre, 10 ; Meysonnier, 30; Soury, 2 ; Levesque, 10 ; Marbœuf, 10 ; A. Bernard, 2 ; P. Liscot, 2 ; Mme Juilly, 3 ; Bozza, 22; Denise Simon, 12 ; Gayet, 7 ; Savouret, 7 ; Gast, 2 ; Piron, 5 ; Royo, 2 ; Biolly, 2 ; Arguel, 12 ; Jean Fontaine, 12 ; Mme Delorme, 2 ; César Martinez, 5 ; Mme Defosse, 2 ; Vola, 20 ; Veronèse, 15 ; Laplaud, 8 ; Padros, 5 ; Berthier, 2 ; Gomez, 2 ; Navel, 2 ; Laillier, 6 ; Sanchez J., 2 ; Argence, 7 ; Bruno, 2 ; Godfrin, 2 ; Esteban, 2 ; Celton, 10 ; Hanus, 2 ; Lopez F., 2 ; Carayol, 12 ; Letrou, 10 ; Jean Marius, 10 ; Claude Roche, 10 ; Langlois, 2 ; H. Dubreuil, 5 ; Lenormand, 3 ; Louis Mercier, 20 ; Barrué, 12 ; Gaudin, 3 ; Groupe Humaniste libertaire, 200.

L'HUMANISME LIBERTAIRE

Gaston LEVAL

IV
LE CAPITALISME

Continuation naturelle de la petite entreprise bourgeoise, elle-même fille de l'artisanat et de l'éclatement des corporations, fils aussi des agissements économiques de l'Etat et du développement des techniques qui sont souvent des conséquences de la science pure devenue science appliquée, le capitalisme moderne se caractérise par les dimensions de l'entreprise, la concentration des moyens financiers, la coordination des modalités évoluées de production, l'organisation collective du travail (ce que Proudhon montrait abondamment dès 1840), la fabrication massive des produits. Mais il s'agit là, surtout, de capitalisme industriel. Car ni les nations, ni leur vie économique, considérée sur un plan avancé d'organisation, n'ont commencé qu'au XVII[e] et au XVIII[e] siècle. Historiquement, le capitalisme apparaît sous la forme du commerce et de la banque, de l'exploitation sur une grande échelle des mines où travaillaient surtout les prisonniers de guerre, de l'armement naval quand le commerce s'internationalisa, des fournitures à l'armée qui furent une des grandes sources du capitalisme romain, ou de l'accaparement des terres. Ajoutons les manufactures de céramique, d'ustensiles de ménage, d'armes diverses, d'objets de verre et de ménage, qui occupaient des centaines d'ouvriers, employaient de nombreux agents, possédaient des ateliers distincts, des succursales souvent nombreuses, et répandaient les objets ainsi fabriqués dans l'Occident continental ou dans le Proche-Orient.

Bien qu'il n'ait eu ni l'importance, ni exactement les mêmes caractéristiques que de nos jours, on peut parler de capitalisme aux derniers siècles de l'Antiquité. La définition classique, qui remonte aussi à Proudhon, et que Marx a reprise comme une découverte personnelle : argent-marchandise-argent, était déjà applicable à cette époque.

Dans les nations non soviétisées, le développement du capitalisme, aidé par les progrès de la science, de la technique et de la technologie, par le perfectionnement des moyens de transport, l'augmentation de la population et les relations entre les régions, les nations et les continents est la caractéristique dominante de l'organisation économique. Et puisque les ouvriers étaient incapables de créer par eux-mêmes des entreprises plus importantes que l'atelier issu de la féodalité, puisque les corporations s'étaient désintégrées en classes hostiles où le maître s'imposait au compagnon et celui-ci à l'apprenti dans un ordre hiérarchique devenu périmé, l'apparition de l'atelier indépendant, de la manufacture, de la fabrique, de l'usine à laquelle, nous l'avons dit, l'Etat participa parfois activement — souvenons-nous de la politique économique de Colbert —, est un fait naturel contre lequel il est inutile de s'indigner rétrospectivement. Mais ce qui l'est moins, et qui suscite l'indignation rétrospective, c'est la terrible misère à laquelle elle donna lieu, misère qu'en Angleterre, des hommes et des femmes de cœur, des écrivains, des philanthropes, dénoncèrent dans des discours, des écrits, des déclarations nombreuses ; que Sismondi Proudhon, Flora Tristan, Blanqui et autres faisaient connaître en France et que bien longtemps après, Marx rappela dans son *Capital*.

Les partisans du libéralisme, un Bastiat écrivant *Harmonies économiques* pour répondre aux *Contradictions économiques* de Proudhon, et pour qui tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes fermaient pudiquement les yeux devant cet aspect monstrueusement inhumain de l'essor de la grande entreprise.

A ce tableau général et révoltant, il convient d'ajouter les reculs tragiques, les crises économiques cycliques qui accompagnaient cet essor du capitalisme. Ces crises étaient admises par les économistes libéraux comme un fait naturel qu'ils considéraient en toute sérénité. De savants docteurs expliquaient que l'excès inévitable de production obligeait tous les cinq ou sept ans, à fermer les usines jusqu'à ce que les produits accumulés se fussent écoulés. Alors, la production, donc le travail reprenaient, une nouvelle accumulation de produits se produisait, avec une nouvelle fermeture d'usines. Il n'y avait qu'à recommencer le cycle...

C'est ainsi que, de 1763 à 1929-32, l'Angleterre connut vingt-deux crises, et la France presque autant. De 1814 à 1929-32, les Etats-Unis en connurent quinze. Dans les autres nations capitalistes, le nombre en fut moindre parce qu'elles s'éveillèrent plus tard à la grande production, ou parce qu'elles n'y parvinrent pas assez. Mais derrière ces faits que les apologistes de l'économie libérale nous montraient comme parfaitement naturels et « scientifiques », la misère des hommes, des femmes et des enfants atteignait des proportions épouvantables. Au milieu du dix-neuvième siècle les économistes socialistes français dénonçaient le fait que dans les cités industrielles, la plupart des foyers ouvriers n'avaient pas même de lit, qu'on y couchait à terre, sur des feuilles sèches dans lesquelles grouillaient les vers, et Victor Hugo rappelait que les tisserands du Nord creusait dans la terre battue sur laquelle ils habitaient, des trou qui servaient de berceau à leurs enfants.

Pendant la crise de 1929-1932 on compta, rien que dans les pays industrialisés à différents degrés, environ trente millions de chômeurs — certaines statistiques en donnent davantage —. La production mondiale d'acier passa de 120 000 000 à 50 680 000 tonnes ; celle de la fonte de 98 590 000 tonnes à 39 540 000 ; celle de houille, de 1 332 600 000 à 960 000 000. Aux U.S.A. les chiffres descendirent respectivement de 57 330 000 à 13 901 000 de tonnes pour l'acier, de 43 298 000 à 13 901 000 pour la fonte. Quand on sait que ces industries-clefs commandaient les autres, et l'ensemble de la vie économique, on ne s'étonne pas que ce pays ait compté environ 13 000 000 de chômeurs absolus (d'autres chiffres donnent davantage), réduits à manger la soupe distribuée dans des baraquements et accablés par le désespoir. Il fallut l'intervention de Roosevelt qui, avec les moyens puissants de l'Etat et le concours de la population mobilisée pour un redressement spectaculaire permit de sortir de cette situation affreuse.

C'est ainsi que le libéralisme économique justifia et provoqua une nouvelle avance de l'étatisme ; dans d'autres pays, c'est par ses désordres inhérents à sa nature même qu'il a facilité l'apparition du capitalisme d'Etat.

A tout cela s'ajoutent les guerres qu'il déclencha pour s'assurer des débouchés nouveaux, éliminer des concurrents sur le marché international, s'assurer des sources de matières premières. Certes, tout au long de l'histoire humaine, les guerres n'ont pas eu que des causes économiques : nous les voyons se dérouler, nombreuses, aux siècles qui n'avaient pas la moindre idée de ce que nous appelons le capitalisme. Mais celui-ci s'est ajouté aux causes classiques de rivalités d'Etats, de conflits de successions, etc. (1).

Si donc le développement du capitalisme, en améliorant les techniques de travail, en augmentant la production, en mettant à la portée des consommateurs d'immenses quantités de produits consommables, a contribué à l'augmentation du niveau général de vie, c'est aussi au prix de luttes souvent terribles que les masses ouvrières et paysannes durent conquérir un plus grand bien-être.

Mais nous reconnaissons que ces aspects les plus noirs du capitalisme se sont estompés. La situation des travailleurs s'est améliorée, car ils sont devenus eux-mêmes des consommateurs dont le capitalisme a besoin ; les crises économiques tendent à disparaître ou ont à peu près disparu, l'Etat ayant compris la nécessité d'éviter leur retour. Même les guerres pour de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de matières premières sont de moins en moins à craindre parce que de moins en moins rentables, et il est plus qu'improbable qu'aucune force capitaliste ne déclenche maintenant un conflit international qui, dans l'anéantissement général, ne l'épargnerait pas non plus. Ajoutons à cela l'évolution humaniste qui est en train de se produire dans presque tous les courants de pensée et les partis politiques malgré leurs différences d'étiquette.

Mais on se tromperait fort si l'on croyait que le capitalisme peut, de par soi, apporter une solution à nombre de problèmes que pose sa seule existence.

Problème de chômage, d'abord. On sait que ce sont les U.S.A. qui, par leur puissant développement industriel, représentent le mieux le régime capitaliste privé. Or, depuis la fin de la dernière guerre, cette nation a compté et continue de compter en permanence de quatre à six millions de chômeurs. Comme toujours, la cause en est l'excédent de main-d'œuvre par rapport au volume de la production. Dans une nation moins bien outillée, il n'y aurait peut-être pas de chômage, mais y aurait-il d'une part des rendements suffisants, d'autre part une consommation générale correspondant à un standard de vie qui ne soit pas misérable ?

Il est exact que la formidable richesse des U.S.A. permet, de plus en plus, et par un système d'aide qui s'étend de plus en plus au détriment de la liberté, de secourir les chômeurs : aide des différents Etats, selon leurs ressources et leurs possibilités, aide fédérale, aide municipale, aide corporative, accords entre syndicats ouvriers et organisations patronales pallient cette défaillance du

(1) Signalons, à propos de ces guerres non capitalistes, que la population française, qui comptait 28 millions d'habitants au début de la Guerre de Cent ans n'en comptait plus que 23 millions à la fin ; et que les guerre du dix-neuvième siècle, jusqu'aux guerres balkaniques de 1912-13, causèrent 57 millions de morts sur les champs de bataille, ainsi que des dépenses qui s'élevèrent à 1 650 710 000 000 000 de francs 1964.

système économique en vigueur. Mais est-il correct qu'il en soit ainsi, et une société rationnellement organisée ne devrait-elle pas éviter ces anomalies ?

Autre lacune : le sous-emploi des moyens de production. On sait, par exemple, que l'industrie nord-américaine ne travaille en moyenne qu'à soixante pour cent de son potentiel économique. L'industrie automobile n'atteint jamais, même aux époques de sa plus haute productivité, son plein degré de rendement, et selon les années elle descend presque autant que l'industrie sidérurgique qui en est tributaire. A des degrés différents, ces faits que nous citons à titre d'exemples, se produisent pour toutes les industries, dans toutes les régions du monde capitaliste.

L'organisation de la production ne correspond donc pas aux nécessités de la consommation, car la loi du profit individuel domine. La production devrait être un service social, et bien que les chefs d'entreprise soient obligés de tenir compte de la possibilité de vendre les biens de consommation — ou de production — qu'ils lancent sur le marché, la marge de risques pris et d'aventures courues est telle qu'elle représente un désordre sous-jacent de proportions énormes dans les pays riches.

D'autre part, pour que les usines ne ferment pas à nouveau dans une nation industrialisée ou surindustrialisée, il faut à tout prix pousser à la surconsommation. Il y a longtemps que nous avons appris qu'aux Etats-Unis, les femmes ne raccommodaient pas leur linge ; mais ce gaspillage s'étendait à de nombreux autres articles : chaussures, meubles, objets de toute sorte qui, en l'état où ils étaient jetés, auraient été encore parfaitement utilisables pour les neuf dixièmes de la population du globe.

Aujourd'hui ce gaspillage s'étend de plus en plus, même aux appareils ménagers, aux postes de radio et de télévision, aux produits de beauté, aux automobiles et aux avions. Car il faut acheter et dépenser, dépenser et acheter sans cesse si l'on ne veut pas, à nouveau, voir fermer les usines. Sinon, les produits s'accumuleront bientôt, et le chômage irréfrénable s'étendra avec un effondrement semblable à celui de 1929-32. L'économie nord-américaine n'est pas plus saine qu'en 1929. Simplement elle s'est installée dans une situation artificielle que le moindre bon sens, le moindre soupçon de morale élémentaire, impossible quand domine la logique capitaliste, devrait faire condamner.

Mais les anomalies, que nous avons signalées ne sont pas les seules. D'autres passent, elles aussi, trop inaperçues, toujours parce que l'on s'installe dans l'absurde, dans une anormalité qui devient apparemment la normalité, mais qui sans doute ne pourra durer des siècles, pas même des décennies.

Ainsi ce qui se produit par le déplacement de la main-d'œuvre, ou de ceux qui sont considérés des travailleurs dans les différentes branches des activités. Aujourd'hui aux U.S.A., les statistiques accusent 60 pour cent de personnes actives dans le secteur tertiaire qui, comme chacun le sait, comprend les services administratifs et publics, l'énorme armée de bureaucrates de toute sorte, la classe des intermédiaires, les professions libérales, l'armée et ses cadres. Un énorme parasitisme s'y dissimule, et le secteur tertiaire augmente sans cesse. En cinquante ans, les services publics ont vu leur personnel passer de 2 000 000 à 7 393 000 personnes malgré l'amélioration des techniques de travail rendant inutile une partie des employés, et contrairement à l'évolution observée dans les usines. De nombreux publicistes, des économistes, des sociologues ont lancé des cris d'alarme, mais personne ne s'en soucie. Le secteur tertiaire est devenu une valve de sécurité, le refuge nécessaire du chômage larvé dans lequel on parque des armées de sans-travail en puissance. Et cela, de même que le gaspillage de marchandises, de même que la sous-production ou la surconsommation se produit aussi dans les nations capitalistes européennes qui ont accédé à la richesse, en Angleterre, dans les pays du nord de l'Europe, en Allemagne, en Suisse, en France même pour qui suit le développement de la vie économique et sociale.

On peut penser et dire que cette évolution correspond aux peuples qui sont assez riches pour se permettre de vivre ainsi, et ne regarde qu'eux. Mais nous pensons d'abord que l'on n'a pas le droit, à notre époque, et plus encore si nous envisageons l'avenir immédiat du monde, de ne pas penser aux répercussions de cette existence anormale et faussée sur les générations futures dont nous devons être solidaires, et aujourd'hui sur les populations moins favorisées du globe. Car une telle vitesse et un tel volume de consommation que d'aucuns nous vantent sous prétexte d'abondancisme, entraînent inévitablement le rapide épuisement des matières premières que la formation géologique du globe met à la disposition de l'homme.

C'est aussi en prévision de cet épuisement, et non pas seulement pour se procurer ce qu'ils n'avaient pas, que depuis longtemps les Etats-Unis, l'Angleterre et d'autres nations capitalistes se sont intéressés aux champs pétrolifères de l'Asie et de l'Afrique, au cuivre du Chili, c'est pour préserver le plus longtemps possible ses réserves de fer que l'Angleterre a acheté pendant si longtemps le fer de l'Espagne. C'est pour les mêmes raisons que les nations capitalistes se sont abattues sur les richesses minérales de l'Afrique. Mais même les précautions prises n'empêchent que les mines de cuivre, d'étain, de bauxite, de fer, de nickel ne s'épuisent aussi. Alors se produit l'intervention dans la vie économique et politique des nations qui en sont encore au stade de l'extraction de la matière brute ou qui en possèdent en excédent malgré leur développement industriel. Sans le fer du Venezuela et du Canada, c'est trente ou quarante pour cent de ses hauts fourneaux que la sidérurgie nord-américaine devrait aujourd'hui fermer.

Il y a dix ans, le Joint Committee Congressionnal annonçait que, en l'année 1964, les Etats-Unis compteraient 190 millions d'habitants, et une production nationale accrue de 50 pour cent avec une réduction des dépenses fiscales de 15 à 20 pour cent. Sauf — naturellement — pour ce dernier point, les prédictions se sont réalisées. Mais le citoyen nord-américain est-il, maintenant, cinquante pour cent plus heureux ? Le citoyen anglais qui, ne sachant que faire de l'argent dont il dispose, manque fréquemment au travail pour aller jouer aux courses, est-il plus heureux ? Le citoyen français, suédois, belge, hollandais, allemand (de l'Allemagne de l'Ouest, bien entendu), qui ne songe qu'à la nouvelle automobile qu'il pourra acheter en remplacement de celle qu'il possède, est-il plus heureux ? Nullement, car la conception du bonheur humain a été faussée par celle que la société capitaliste a fait entrer dans nos mœurs.

Encore une fois, où conduit cette pratique de la vie, qui pousse l'homme à consommer indéfiniment au-delà du plafond normal nécessaire à la vie physique ? Et ces mœurs ne conduisent-elles pas à une immoralité dont ne donnent pas les dimensions suffisantes les statistiques de la criminalité ?

Dans nos pays capitalistes, en vertu de l'inégalité existante d'abord, des tentations continuellement offertes ensuite, un très grand nombre d'hommes sont à l'abri de la loi ou contre elle, des délinquants en puissance. En règle générale, à part ceux qui ne perdent pas ou n'ont pas perdu le sens naturel de l'honnêteté et de la droiture, seul celui qui ne peut pas parce qu'il est situé au bas de l'échelle sociale, ne trompe pas son prochain. Le paysan s'efforce de faire payer plus cher ses produits afin de s'enrichir au plus vite ; et l'intermédiaire, ou les différents intermédiaires, volent l'acheteur ; l'ouvrier favorisé s'efforce d'obtenir des augmentations de salaire dont il sait très bien qu'elles contribueront à augmenter le coût de la vie des salariés qui gagnent moins que lui ; les industriels profitent de ces augmentations et d'autres, concomitantes, pour augmenter abusivement le prix des marchandises qu'ils offrent sur le marché. Et à leur tour les commerçants ajoutent des augmentations successives. Cercle infernal où le plus grand nombre repousse l'honnêteté comme une sottise.

On s'efforce aujourd'hui de « faire l'Europe ». Internationalistes convaincus, nous ne pourrions qu'applaudir à l'organisation, même partielle, de la vie collective des peuples trop longtemps condamnés à s'entremassacrer. Mais derrière les espoirs et les formules souvent sincères et désintéressées, quelles sont les possibilités de réalisation ? Prenons l'exemple de l'agriculture et des disparités des prix qui posent le problème de la concurrence entre les différentes nations. Des accords internationaux ont été pris avec de nombreuses clauses de sauvegarde. Nous disons qu'ils sont et seront inapplicables, parce que nous sommes en régime capitaliste. Car le coût de production varie énormément d'un pays à l'autre selon la qualité du sol, le facteur climatique, les facilités ou les difficultés de transport, la densité de la population agraire, le prix des techniques de travail, etc. Le coût des produits obtenus varie donc aussi forcément, et souvent dans des proportions considérables d'un pays à l'autre. Cela rend impossible l'unification des prix de vente, et fatalement certaines nations seront victimes des avantages dont d'autres bénéficieront. Seule un solidarité économique intégrale, incompatible avec l'économie de marché peut apporter de véritables remèdes.

Le capitalisme empêche ces accords réels auxquels tant d'hommes de bonne volonté voudraient arriver. Aujourd'hui, les Etats-Unis donnent à l'Inde du blé dont leur excédent atteint trois fois une récolte moyenne de la France. Ils donneraient bien davantage, mais l'Australie, le Canada, l'Argentine, nations agraires, se dressent contre cette concurrence déloyale, car ils ont aussi du blé en excédent, et ils veulent le vendre. Si la France qui obtient trente, quarante millions de quintaux de blé excédentaire veut aussi le donner, comme les paysans le réclament en escomptant les prix payés par l'Etat, il faudra que l'Etat les payent en conséquence, mais pour cela il devra prendre l'argent aux contribuables. Toujours des cercles vicieux. Nous n'en pouvons sortir qu'en sortant du capitalisme.

Il n'y aura d'organisation européenne et mondiale que par une coopération égalitaire, une mise en commun des matières premières et des moyens techniques de travail. Mais cela n'est possible que par la socialisation.

L'ESPAGNE APRÈS TROIS ANS

Hugo ROLLAND

Le touriste qui se rend en Espagne trois ans après y avoir séjourné une première fois (c'est mon cas) et qui cherche à y passer des vacances bon marché, a des raisons de rester surpris. Et puis, s'il est quelque peu candide et qu'il a entendu dire du mal de Franco, il peut rester ébloui par ce qu'il voit, s'il ne se donne pas la peine de comprendre. Alors entonnera-t-il peut-être un hymne à la gloire du Caudillo. Ce faisant, il ne s'apercevra pas qu'il se tache un peu, lui aussi, du sang versé par celui qui en est couvert.

Une multitude de constructions neuves : édifices industriels et commerciaux, d'autres destinés à l'habitation et surtout, ce qui saute aux yeux, le grand nombre d'hôtels, de motels et de pensions. D'où l'on peut déduire qu'en trois ans, le tourisme a dû augmenter énormément, et d'après les apparences, très réelles, il est évident que les statistiques de l'Office touristique gouvernemental ne sont pas exagérées.

Certaines zones, auparavant exclusivement rurales, présentent maintenant un caractère industriel. Les capitaux étrangers qui affluent maintenant en Espagne sont attirés par les salaires dérisoires et la discipline qui sévit dans l'industrie, qu'impose le régime policier.

Sur les routes, le trafic automobile est plutôt limité si l'on en exclut les voitures portant des plaques minéralogiques étrangères ; les camions cependant sont plus nombreux. Il est évident que, dans l'intérieur du pays, les transports de marchandises sont confiés à des véhicules motorisés plutôt qu'aux chemins de fer, restés à l'état primitif. On arrive donc sans encombre aux abords de la ville mais pour l'entrée et la traversée, c'est une autre affaire. A Barcelone, à Valence, etc., c'est comme autrefois dans les grandes villes italiennes quand il n'y avait pas d'autoroutes : un extraordinaire mélange bigarré de toutes sortes de moyens de transport motorisés ou traînés par des chevaux, des mulets ou des ânes, tout cela se déplaçant dans la confusion. A Barcelone, par exemple, il y a trois ans on n'éprouvait aucune difficulté pour se garer même le long des ramblas ou sur la place Cataluña. Aujourd'hui, n'était le décor, on se croirait à Rome, à Florence ou à Milan.

Les riches Espagnols, comme leurs confrères italiens, français et d'ailleurs, se distinguent par leurs Cadillac et autres machines de grandes cylindrées. Partout, parmi les voitures immatriculées à l'étranger, celles des Allemands sont les plus nombreuses. On peut observer également l'abondance d'enseignes indiquant les endroits où se retrouvent les ex-assistants d'Hitler, Eichmann et Cie.

Le statut préférentiel accordé aux nazis par le gouvernement franquiste a fait de l'Espagne un véritable Eden pour les échappés du bagne ou de la potence. Ces archicriminels vivent à l'aise avec l'argent et les richesses volées aux juifs qu'ils ont réduits en cendres. Ils attendent maintenant le cadeau qu'on va leur faire : la prescription de leurs crimes.

⁂

Dans les villes comme dans les villages, les magasins regorgent de marchandises et de victuailles. Les fruits et les légumes abondent également. Les poissons et les coquillages sont d'une fraîcheur délicieuse, et les amateurs de produits de la mer peuvent se régaler à des prix incroyablement bas.

Les gens que l'on croise dans les rues et dans les lieux publics sont en général vêtus décemment et semblent bien nourris. Il est rare de rencontrer des personnes dont les vêtements dénoncent la pauvreté. La mendicité est inexistante, les gitans même ne se risquent pas à tendre la main.

Les cireurs de chaussures ont presque disparu, il n'en reste que quelques-uns dans les centres très fréquentés des grandes villes et les « extras » qui, dans les jours fériés, s'efforcent de gagner quelques pesetas de plus. Le personnel des cafés, des restaurants et des hôtels fait preuve d'une dignité qui lui est propre et que je définis comme étant typiquement espagnole. Pas un garçon ne se hasarde à tourner autour du client dans l'attente du pourboire, et encore moins à tendre la main, le service étant d'ailleurs inclus dans les prix. Les formalités d'inscription dans les hôtels sont réduites au strict minimum et les personnes qui logent chez des amis ou chez l'habitant ne sont pas tenues de se déclarer. Les prix sont toujours modiques comparés à ceux pratiqués en Italie et en France même s'ils ont augmenté considérablement, et les services son exécutés supérieurement. Si dans les cinq ou six années prochaines, les prix continuent à monter au même rythme, les touristes désireux de bien vivre à bon marché devront appareiller pour d'autres lieux.

Il est possible de se déplacer et d'aller où l'on veut sans se heurter aux extraordinaires empêchements que l'on rencontre dans les autres pays à régime dictatorial. De même, n'ai-je noté nulle part d'inscription interdisant de photographier (1).

⁂

Je pourrais continuer à décrire l'activité de l'expansion du bâtiment, de l'industrie et des routes, la construction de bassins, de canaux et de réservoirs et l'irrigation, pourtant l'industrie hôtelière semble avoir été celle qui a reçu le plus grand développement. Particulièrement le long des côtes, l'affluence des gens venus pour s'y établir définitivement ou pour y passer des vacances est visible. Mais plusieurs de ces nouvelles localités qui ont poussé comme des champignons sont menacées de pénurie d'eau potable. Déjà au cours de l'hiver, l'eau n'était fournie que pendant deux heures de la matinée.

En continuant sur ce ton, on pourrait donner à cet écrit un caractère d'apologie du régime franquiste, tandis que mon intention est de rapporter objectivement tout ce qu'on peut voir dans la vitrine espagnole. Donnons maintenant un coup d'œil au revers de la médaille, ou plutôt sous la mince écorce qui cache mal la vraie Espagne. Derrière le calme politique apparent et le vernis de prospérité économique s'agite l'âme espagnole plus assoiffée de liberté que de bien-être.

Si l'on ne voit plus comme avant autant de policiers dans les rues et sur les routes, cela ne veut pas dire que le régime est devenu plus libéral et qu'il a relâché sa surveillance. Les policiers en bourgeois ont simplement remplacé les agents en uniforme et leur présence dans cette tenue, n'en est que plus efficace pour observer les faits et gestes de tout un chacun.

L'Espagne, avec un bon nombre d'années de retard sur l'Italie, s'est consacrée à former une classe moyenne qui puisse servir de structure solide pour la conservation sociale. Or, la réputation des classes moyennes n'a pas varié, elles restent conservatrices et réactionnaires, les nouveaux riches particulièrement.

En Italie, par contre, une bonne partie des classes moyennes est composée principalement de gens de métier et de petits ou moyens hommes d'affaires qui forment l'ossature des organisations de gauche, si l'on peut considérer comme tel le parti communiste. « Gauches » qui, en ce moment, se disputent le privilège de gouverner avec la démocratie chrétienne : salade assaisonnée à l'eau bénite et autres sauces.

Un professeur d'université espagnole m'a avoué en toute ingénuité que lui et son parti (communiste) n'auraient aucun scrupule à s'allier avec le clergé pour pouvoir gouverner ensemble l'Espagne après la disparition de Franco.

D'autre part, un journaliste, lequel m'a assuré qu'il crachait sur tous les articles qu'il écrivait (et j'ai de bonnes raisons de le croire), m'a dit que ce qui tracasse surtout les classes libérales les plus avancées d'Espagne c'est « la perspective de mauvaise augure qui se profile à l'horizon politique : que le pays finisse un jour par être gouverné par l'union de deux églises distinctes, deux groupes différents de prêtres : les catholiques et les communistes ».

Leur raisonnement est le suivant : si l'alliance entre Hitler et Staline a été possible ; si le communisme italien a donné l'impression de vouloir s'accorder avec l'Eglise dès le jour où il permit au traité de Latran d'entrer dans la Constitution, qu'est-ce qui empêcherait clergé et communisme espagnol de faire alliance ? Est-ce que Fidel Castro n'a pas un ambassadeur au Vatican, cependant qu'à Cuba il feint de ne pas voir ce que fait l'Eglise ?

Un jeune intellectuel a dit : « Vous venez du dehors et vous croyez savoir mieux que nous ce qui se passe en Espagne. Quelquefois vous réussissez à connaître certains événements avant nous, mais pas toujours et jamais avec beaucoup d'avance. Nous avons nos sources d'information même des choses les plus secrètes. Nous n'ignorons rien de la position de notre pays, mais nous savons aussi ce que nous devrons faire le jour où les vieilles générations qui le gouvernent si mal disparaîtront. La tyrannie ne détruit pas l'amour de la liberté, au contraire, elle l'alimente. Le fascisme espagnol a été enfanté par le fascisme italien et le nazisme avec l'assistance d'autres pays qui se prétendent démocratiques. Et c'est grâce à un grand pays « démocratique » que la honte franquiste continue. »

⁂

Le coût de la vie en Espagne a augmenté en quelques années de 20 à 40 %. Les salaires des ouvriers, dans des cas très rares, ont augmenté d'un peu plus de 10 %. L'abondance apparente est produite, comme toujours par la sueur et les privations des producteurs. S'il est possible de faire un excellent repas de quatre plats (vin et service compris) pour 70 à 80 pesetas (5 F 50), repas qui en Italie coûterait plus du double, et en France le triple (et encore pas aussi

(1) L'auteur fait allusion à ce qu'il a vu en Russie (N. de la R.).

copieux), s'il est possible de visiter la moitié de Madrid en taxi moyennant 40 à 50 pesetas (3 à 5 F), si une belle chambre pour deux personnes avec salle de bain ne coûte que 200 à 300 pesetas (15 à 23 F), et ainsi de suite, c'est que les employés et les ouvriers sont mal payés.

Il est vrai que l'on peut acheter un kilo de beaux artichauts pour 0 F 60 et un kilo d'oranges au même prix, mais comme pour les autres denrées à si bon marché, c'est grâce aux bas salaires des ouvriers agricoles, lesquels ne gagnent guère que 3 à 5 F par jour et vivent dans des taudis sans eau ni lumière.

Il n'y a pas de mendiants dans les rues des villes d'Espagne pour la simple raison que le premier malheureux qui oserait tendre la main serait immédiatement arrêté et incarcéré. Si les cireurs de chaussures ont à peu près disparu c'est que le prix a été porté de 3 à 7 pesetas (0 F 23 à 0,54), augmentation qui a contraint certains usagers à cirer leurs souliers eux-mêmes. Qui gagne peu ne peut dépenser beaucoup.

Les apparences sont trompeuses et l'on ne peut certes pas juger de la prospérité ou l'indigence d'un peuple d'après les espadrilles chaussées par un passant.

J'ai pu m'entretenir avec un groupe d'ouvriers. Ils ont tous approuvé quand l'un d'eux m'a dit : « Il n'y a pas longtemps que, à peu près nous tous ici et bien d'autres camarades, étions obligés, pour joindre les deux bouts, de conduire un taxi ou de cirer des chaussures. Aujourd'hui nous avons des occupations moins fatigantes et moins humiliantes qui nous permettent cependant de vivre mieux. Cela a pourtant limité une certaine liberté qui nous permettait de communiquer et de passer des informations aux amis qui venaient se faire cirer les souliers ou montaient en taxi.

« L'aide que le monde capitaliste donne à l'Espagne profite surtout à nos geôliers, elle rive les chaînes à nos poignets et resserre l'étau qui nous étreint. Si nous pouvions choisir, nous retournerions volontiers à l'époque où nous avions moins de pain et des travaux plus mortifiants. On respirait plus librement et l'enthousiasme révolutionnaire était plus ardent.

« La seule aide provenant de l'extérieur que nous apprécions est celle qui contribue à nous débarrasser de nos misères morales. Le pain sans liberté est trop amer ».

*
**

Dans la cour spacieuse de la forteresse de Montjuich qui domine Barcelone, la triste prison où fut fusillé Francisco Ferrer et où tant de victimes de la tyrannie espagnole souffrirent la mort et les tortures, dans cette cour s'élève un monument équestre à la gloire du tyran qui domine le pays aujourd'hui. Francisco Franco est là souriant, à cheval sur la bête qui peut symboliser le peuple d'Espagne. Ce monument sur la terre imprégnée du sang des martyrs, c'est vraiment une dernière insulte qui leur est adressée.

Pendant que je regardais cela du haut du chemin de ronde, j'ai dit au camarade qui m'accompagnait : « Combien sera plus beau le jour où en cet endroit, sera élevé, par les soins du libre peuple d'Espagne et des amants de la liberté, un monument aux martyrs de toutes les tyrannies.

(*Traduit de l'italien par Albert Ledrappier*).

Connaissance de Bakounine

III
LA LIBERTÉ

Nous entendons par liberté, au point de vue positif, le plein développement de toutes les facultés qui se trouvent en l'homme, et, au point de vue négatif, l'entière indépendance de la volonté de chacun vis-à-vis de celle d'autrui.

L'homme n'est point et ne sera jamais libre vis-à-vis des lois naturelles, vis-à-vis des lois sociales ; les lois qu'on divise ainsi en deux catégories pour la plus grande commodité de la science, n'appartiennent en réalité qu'à une seule et même catégorie, car elles sont toutes également des lois naturelles, des lois fatales et qui constituent la base et la condition même de toute existence, de sorte qu'aucun être vivant ne saurait se révolter contre elles sans se suicider.

Mais il faut bien distinguer ces lois naturelles des lois autoritaires, arbitraires, politiques, religieuses, criminelles et civiles que les classes privilégiées ont établies au cours de l'histoire, toujours dans l'intérêt de l'exploitation du travail des masses ouvrières, à seule fin de museler la liberté de ces masses, lois qui, sous prétexte d'une morale fictive, ont toujours été la source de la plus profonde immoralité. Ainsi, obéissance volontaire et fatale à toutes les lois qui, indépendantes de toute volonté humaine, sont la vie même de la nature et de la société ; mais indépendance aussi absolue que possible de chacun vis-à-vis de toutes les prétentions de commandement, vis-à-vis de toutes les volontés humaines, tant collectives qu'individuelles, qui voudraient imposer non leur influence naturelle, mais leur foi, leur despotisme.

(*L'Instruction intégrale*)

Il est vrai que, par la connaissance et par l'application réfléchie des lois de la nature, l'homme s'émancipe graduellement, mais non de ce joug universel que portent avec soi tous les êtres vivants et toutes les choses qui existent, qui se produisent et qui disparaissent dans le monde ; il se délivre seulement de la pression brutale qu'exerce sur lui *son* monde extérieur, matériel et social, y compris toutes les choses et tous les hommes qui l'entourent. Il domine les choses par la science et par le travail ; quand au joug arbitraire des hommes, il le renverse par les révolutions. Tel est donc l'unique sens de ce mot : *liberté :* c'est la domination sur les choses extérieures *fondée sur l'observation respectueuse des lois de la nature ;* c'est l'indépendance vis-à-vis des prétentions et des actes despotiques des hommes ; c'est la science, le travail, la révolte politique, c'est enfin l'organisation à la fois réfléchie et libre du milieu social conformément aux lois qui sont inhérentes à toute société humaine.

(*Considérations philosophiques*)

J'entends... la liberté qui consiste dans le plein développement de toute les puissances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun ; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions, que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature ; de sorte qu'à proprement parler il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au-dessus de nous ; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral ; au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

... La liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté par la solidarité, la liberté dans l'égalité, la liberté triomphante de la force brutale et du principe d'autorité qui ne sera jamais que l'expression idéale de cette force ; la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles, célestes et terrestres, fondera et organisera un monde nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les églises et de tous les Etats.

(*Préambule pour la deuxième livraison de l'Empire knouto-germanique*)

Je suis un partisan convaincu de *l'égalité économique et sociale*, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

(*Ibib*)

Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens vraiment libre que par la liberté des autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent, et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou, ce qui revient au même, c'est leur bestialité qui est une négation de mon humanité parce que, encore une fois, je ne puis me dire libre vraiment que lorsque ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, lorsque ma dignité d'homme, mon droit humain, qui consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres, réfléchis par la conscience également libre de tous, me reviennent confirmés par l'assentiment de tout le monde. Ma liberté personnelle ainsi confirmée par la liberté de tout le monde s'étend à l'infini.

(*Dieu et l'Etat*)

S'ensuit-il que je repousse toute autorité ? Loin de moi cette pensée. Lorsqu'il s'agit de bottes j'en réfère à l'autorité du cordonnier ; s'il s'agit d'une maison, d'un canal ou d'un chemin de fer, je consulte celle de l'architecte et de l'ingénieur. Pour telle science spéciale je m'adresse à tel ou tel savant. Mais je ne me laisse imposer ni le cordonnier, ni l'architecte, ni le savant, je les écoute librement et avec tout le respect que méritent leur intelligence, leur caractère, leur savoir, me réservant toutefois mon droit de critique et de contrôle. Je ne me contente pas de consulter une seule autorité spécialiste : j'en consulte plusieurs ; je compare leurs opinions et je choisis celle qui me paraît la plus juste. Mais je ne reconnais pas d'autorité infaillible, même dans les questions toutes spéciales ; par conséquent, quel que soit le respect que je puisse avoir pour l'honnêteté et pour la sincérité de tel ou tel individu. je n'ai foi absolue en personne. Une telle foi serait fatale à ma raison, à ma liberté, au succès de mes entreprises ; elle me transformerait immédiatement en esclave stupide et en un instrument de la volonté et des intérêts d'autrui.

(*L'Empire knouto-germanique*)

Nous acceptons toutes les autorités naturelles, et toutes les influences de fait, aucune de droit ; car toute autorité ou toute influence de droit, et

(*Suite en dernière page*)

DES INTERNATIONALES ANTÉRIEURES A LA "PREMIÈRE"

Hem DAY

Benoît Malon, dans son « *Histoire du Socialisme* » écrit que la première Internationale fut fondée à Bruxelles en *1846*.

Parmi les initiateurs, il cite les Français Melinet et Imbert et le Polonais Lelewel. Cette affirmation peut sembler pour le moins étrange. Elle démolit ce que beaucoup ont écrit, à savoir, que la première Internationale serait celle fondée à Londres, en 1864. Il faut cependant retenir cette information. Benoît Malon nous dit encore : « Cette association démocratique internationale était nettement socialiste révolutionnaire, et avait des relations dans tous les pays d'Europe, l'Italie exceptée. A Londres elle avait des relations avec la société des Fraternal démocrates à la tête desquels étaient les chefs les plus intelligents du mouvement chartiste » (1). Et de poursuivre :

« Cette association avait une telle influence qu'en 1848, les Anglais envoyèrent à Paris une députation dans laquelle se trouvaient Ernest Jones, Julian Harney, etc., pour la représenter auprès du gouvernement provisoire ».

En France, le Comité central était en rapport avec Proudhon et les rédacteurs de *la Réforme,* entre autres Flocon ; le comité avait aussi des groupes à Cologne, Berlin et autres centres du mouvement allemand.

Il est extraordinaire que l'on n'ait pas publié sur cette « première » Internationale le même flot de documentation que sur les autres. Cela aurait pu la sauver d'un total oubli.

Nous n'écrirons pas une histoire du développement économique de l'Allemagne des années 1800 à 1848, mais conseillons l'étude de Max Beer, *l'Histoire Générale du Socialisme et des luttes sociales,* dans laquelle il est dit : « Sans les guerres de coalition contre la Révolution française, il n'y aurait eu ni terrorisme jacobin, ni impérialisme napoléonien. Ce sont les Etats allemands, tout autant que l'Angleterre, qui portent la plus grande part de responsabilité dans la défaite, ou en tout cas, la dégénérescence de la Révolution française » (2).

Max Beer avance par la suite : « C'est en 1844 que naquit le socialisme allemand » (p. 19). Les idées socialistes se répandirent dès 1842 et plus encore après les soulèvements ouvriers des tisserands de Silésie et de Bohême. Mais les persécutions de 1815 obligèrent nombre d'Allemands à se réfugier à l'étranger ; les événements de 1830, la manifestation de Hambach en 1832, le coup de main de Francfort en 1833, amenèrent nombre de révolutionnaires à Paris, où ils fondèrent « l'Association patriotique » qui, dès 1834, donna naissance à la « Ligue des Proscrits ». Celle-ci se lia étroitement à la Société française des Droits de l'Homme. Dès 1836, l'aile gauche provoqua la scission et forma sous la direction du Dr Th. Schuster, la Ligue des Justes qui, dès 1847, se transforma en « Ligue des Communistes ».

La Ligue des Justes avait pour programme la lutte pour la justice sociale. Le livre « Paroles d'un croyant » (1834), de Lamennais, avait fortement influencé ses adhérents.

500 membres de la Ligue des Proscrits passèrent à la Ligue des Justes. Mais il faut ajouter qu'en 1845, s'était constituée à Londres une Association internationale des éléments démocrates-socialistes réfugiés, dénommée « Les Démocrates fraternels ». Elle comprenait des Anglais, des Français, des Allemands, des Italiens, des Polonais qui répandaient des idées socialistes révolutionnaires. Cette association internationale fut un centre de ralliement.

ASSOCIATION CULTURELLE DES OUVRIERS ALLEMANDS DE LONDRES. — Fondée le 7 février 1840 par Karl Schapper et six autres membres de la Ligue des Justes, légalement constituée, elle édita en brochure, ses statuts qui servirent de modèle aux associations du même genre, qui se fondaient un peu partout, là où vivaient des ouvriers allemands, là bien entendu où légalement elles étaient reconnues et autorisées par la loi à subsister.

Cela dura jusqu'à la révolution de 1848. Ces associations avaient, comme but principal, la propagande pour les idées sociales d'abord, ensuite l'aide et l'assistance à ses membres en cas de maladie.

Mais ce centre de la colonie ouvrière allemande en plein Londres ne groupait pas seulement des Allemands, mais aussi des Scandinaves, des Tchèques, des Russes, des Hollandais, des Hongrois et des Slaves méridionaux. Ils étaient au moins cinq cents membres, ce qui n'était pas à dédaigner pour l'époque.

(1) B. Malon, p. 519.
(2) L'Epoque contemporaine. T. V., p. 9-10. Paris, Edit. Les Revues 1931.

ASSOCIATION DEMOCRATIQUE. — Le 7 novembre 1847, à la Maison des Meuniers, rue de la Tête d'Or, Grand-Place à Bruxelles, une assemblée de 123 hommes décida la fondation d'une Association démocratique.

De nombreux étrangers s'étaient joints aux Belges pour constituer cette association. A l'instar de l'association anglaise « la Chartiste », entendait faire participer les travailleurs à la discussion des réformes sociales. Son but principal était l'union et la fraternité de tous les peuples. Bourgeois et prolétaires s'y associèrent. Mais les idées à tendance communiste et révolutionnaire des éléments étrangers prirent rapidement le dessus. Si bien que les journaux cléricaux de l'époque se firent l'écho des déclarations « furibondes de clubistes ». Au reste, l'Association démocratique fut une société radicale et elle n'hésita point à appeler Marx à sa tribune.

Les procès-verbaux des premières séances furent rédigés par Albert Picard, qui les conserva, et ce n'est qu'en 1872, que Lucien Jontrand les reproduisit en partie dans son livre consacré à Ch. L. Spilthoorn.

Il nous semble important de reproduire, à notre tour, le procès-verbal de la séance de fondation. Après la constitution du bureau (président général Melinet, assisté de l'avocat Spilthoorn, du barreau de Gand et du professeur de l'Université de Bruxelles, M. Maynz), 9 articles sont proposés comme devant être le règlement de l'Association. Ils sont discutés ; quelques amendements y sont apportés ; le tout est signé et déclaré provisoirement obligatoire.

L'article I disait :

Une société sous la domination de l'Association démocratique, ayant pour but l'union et la fraternité de tous les peuples, est établie entre les soussignés fondateurs et tous ceux qui, sans distinction de pays, de profession ou d'état, désireront y être agrégés et y seront admis, d'après le mode désigné ci-après.

Il y a lieu de souligner le caractère internationaliste de l'association, qui s'adresse à tous les peuples et dont les fondateurs sont de tous pays. Il n'est donc pas étonnant de retrouver des noms allemands, français, polonais, italiens parmi eux, et qu'à la réunion du 15 novembre, le bureau définitif compte un vice-président français, Imbert, et un Allemand, K. Marx. Des interprètes sont nommés : Lelewel, polonais, ainsi que Spilthoorn et Maynz.

Son président, L. Jottrand, précisa dans une étude, le caractère de la Société et donna à l'admission des étrangers, le sens particulier aux réalisations nouvelles selon les idées déjà exprimées par Gendebien, en 1839. Ceci, de plus, faisait éclater « l'antipathie des démocrates belges contre la tyrannie dans toutes les nations.

Le 28 novembre 1847, dans sa troisième réunion, l'Association démocratique décida d'une Adresse au peuple suisse, à propos de la lutte des sept cantons catholiques, à l'instigation des jésuites, contre le gouvernement central.

Le jour de l'anniversaire de la chute de Varsovie en 1831, une commémoration de la révolution polonaise eut lieu. L'Association démocratique s'occupa par la suite de son affiliation à d'autres sociétés démocratiques.

Si le caractère international de cette Association est évident, son action ne l'est pas moins. Des liens de fraternité s'établirent entre l'Association et les « Fraternal Democrats » de Londres. Karl Marx s'en fut auprès de cette dernière où il reçut un accueil chaleureux. Les demandes d'affiliations ne tardèrent guère : Société Agneesens, Société démocratique de Tournai et Liège, Sociétés démocratiques de Hollande.

Le 19 décembre, le rédacteur du *Northern Star* proposait, au nom des Fraternal Democrats, la convocation à Bruxelles d'un Congrès démocratique général, pour 1848. L'adresse des Fraternal Democrats, de Londres, à leurs frères de Belgique est d'une envolée lyrique curieuse, mais elle reflète l'enthousiasme de l'époque.

Les noms des membres de votre comité ont été accueillis par les applaudissements de toute notre assemblée. L'humanité doit leur être reconnaissante des services qu'ils ont rendus et des sacrifices qu'ils ont faits à la cause de la liberté...

« *Notre société existe depuis plus de deux ans avec la devise :* Tous les hommes sont frères.

« *La conspiration des rois doit être combattue par la conspiration des peuples.*

« Mais il y a deux points de réunion pour la démocratie de tous pays, ce sont : la souveraineté du peuple et la fraternité des nations.

« C'est au peuple qu'il faut recourir pour obtenir l'établissement de la fraternité universelle.

« L'intérêt des seigneurs de la terre et des seigneurs du capital est de tenir ces nations divisées. Mais il est de l'intérêt des prolétaires, opprimés partout par la même espèce de maîtres et dépouillés partout du fruit de leur industrie, par la même espèce de détrousseurs, il est de l'intérêt des prolétaires de s'allier contre eux. Et ils s'allieront contre ! Sortant de la hutte, de la mansarde ou de la cave, quittant la charrue, la fabrique ou l'enclume, on verra venir, on voit déjà venir par la même voie, les gestes de la fraternité et les sauveurs prédestinés de l'humanité... ».

On retrouve dans cet écrit, les pensées qui seront reprises par K. Marx, dans le *Manifeste communiste ;* mais il est possible, d'autre part, qu'en partie, cette adresse soit inspirée par lui...

L'idée d'un Congrès international des démocrates était en marche. D'autres réunions furent tenues à Bruxelles, auxquelles K. Marx se signala d'abord par un rapport sur sa mission à Londres, et le 9-1-1848, par la lecture d'un discours dans lequel il examinait la question que si « la liberté commerciale n'aurait pour effet que de favoriser le capital au grand préjudice des travailleurs ».

L'Association démocratique augmenta le nombre de ses membres ; ses interventions dans la politique des autres nations attirèrent l'attention de la presse européenne, mais les attaques des journaux catholiques et l'évocation du spectre rouge, de l'anarchie, etc., furent une publicité inattendue pour elle.

L'opinion démocratique en Belgique se développa, des associations sœurs se fondèrent à Gand. Bientôt l'Association dut abandonner son local de la Maison des Meuniers et s'installa à la Vieille Cour de Bruxelles rue des Sœurs-Noires.

A quelque temps de là, la révolution éclatait à Paris. Louis Philippe s'enfuyait, la République était proclamée. L'Europe allait être secouée. Chacun pensait que la révolution allait triompher partout. Il n'en fut rien et les rêves de Victor Considérant s'anéantirent vite.

En Belgique l'union sacrée, des libéraux et catholiques se serrait autour du roi et du pouvoir, pour conserver les institutions nationales. Pour le salut commun, tout citoyen était tenu au sacrifice de ses sentiments personnels, mais des réformes politiques s'imposaient...

Karl Marx et quantité d'autres étrangers furent arrêtés et expulsés. La Belgique restait neutre et un ministre de l'intérieur à l'époque, répondait à un représentant de la nation : « Les idées de la révolution française, pour faire le tour du monde, n'ont pas besoin de passer par la Belgique. »

L'Association démocratique déploya en ces circonstances, une grande activité, s'entretint des événements de Paris, envoya des adresses à Paris et à Londres, loua la révolution, y mêla Béranger et sa Sainte Alliance des Peuples.

Mais elle dut bientôt se réorganiser, par suite de l'expulsion d'un certain nombre de ses membres ; elle perdit son caractère international et déclarait bientôt : « que l'Association démocratique avait pour but l'affranchissement du peuple et sa participation à tous les bienfaits de l'ordre social ».

Si dans ses débats sur « la crise et les moyens d'en sortir », l'Association n'apporta aucune conclusion formelle, elle trouva en tant qu'organisation, le moyen de sortir de sa crise, mais ceci est une hautre histoire !

FEDERATION OU LIGUE DES JUSTES, OU FEDERATION OU LIGUE DES COMMUNISTES. — On ne peut nier le caractère international de cette fédération, qui dès la fin de 1846, est considérée comme « l'Association internationale la plus puissante que le prolétariat eut en Europe en ce moment » (1).

Si nous nous en référons à Benoît Malon, dans son *Histoire du Socialisme,* nous constatons qu'après la suppression du journal *Rheinische Zeitung,* où Karl Marx était rédacteur, ce dernier se rendit à Paris, où il publia les *Deutch-Französische Jarhrbücher,* traduits dans l'Histoire sociale par *Annales.*

Bientôt expulsé du territoire français, grâce aux instances du gouvernement prussien, Karl Marx se rendit à Bruxelles.

C'est vers cette époque qu'il organisa en associations de propagande et d'action socialiste internationale, les débris des sociétés secrètes éparses dans la proscription allemande de Paris, de Bruxelles et de Londres.

(à suivre)

(3) Louis Bertrand. **Histoire de la démocratie et du socialisme.** T. I., p. 204.

(Suite Bakounine)

comme telle officiellement imposée, devenant aussitôt une oppression et un mensonge, nous imposerait infailliblement, comme je crois l'avoir suffisamment exposé, l'esclavage et l'absurdité.

(*Ibid*)

Tout ennemi que je sois de ce qu'on appelle en France la discipline, je reconnais toutefois qu'une certaine discipline, non automatique, mais volontaire et réfléchie, et s'accordant parfaitement avec la liberté des individus, reste et sera toujours nécessaire toutes les fois que beaucoup d'individus, unis librement, entreprendront un travail ou une action collective quelconques. Cette discipline n'est alors rien que la concordance volontaire et réfléchie de tous les efforts individuels vers un but commun. Au moment de l'action, au début de la lutte, les rôles se divisent naturellement d'après les aptitudes de chacun appréciées et jugées par la collectivité tout entière : les uns dirigent et commandent, d'autres exécutent les commandements. Mais aucune fonction ne se pétrifie, ne se fixe et ne reste irrévocablement attachée à aucune personne. L'ordre et l'avancement hiérarchiques n'existent pas, de sorte que le commandant d'hier peut devenir subalterne d'aujourd'hui. Aucun ne s'élève au-dessus des autres, ou s'il s'élève, ce n'est que pour retomber un instant après comme les vagues de la mer, revenant toujours au niveau salutaire de l'égalité.

Dans ce système il n'y a proprement plus de pouvoir. Le pouvoir se fond dans la collectivité et il devient l'expression sincère de la liberté de chacun, la réalisation fidèle et sérieuse de la volonté de tous ; chacun n'obéissant que parce que le chef du jour ne lui commande que ce qu'il veut lui-même. Voilà la discipline humaine, la discipline nécessaire à l'organisation de la liberté.

(*Ibid*)

L'égalité sans la liberté est une malsaine fiction créée par les fripons pour tromper les sots ! L'égalité sans la liberté c'est le despotisme de l'Etat, et l'Etat despotique ne pourrait exister un seul jour sans avoir au moins *une* classe exploitante et privilégiée : la bureaucratie, puissance héréditaire comme en Russie et en Chine, ou de fait, comme en Allemagne et chez vous. Notre grand et vrai maître à tous, Proudhon, a dit en son beau livre *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise,* que la plus désastreuse combinaison qui puisse se former serait celle qui réunirait le socialisme avec l'absolutisme, les tendances du peuple vers l'émancipation économique et le bien-être matériel avec la dictature et la concentration de tous les pouvoirs politiques et sociaux dans l'Etat.

Que l'avenir nous préserve donc des faveurs du despotisme ; mais qu'il nous sauve des conséquences désastreuses et abrutissantes du socialisme autoritaire, doctrinaire ou d'Etat. Soyons socialistes mais ne devenons jamais des peuples troupeaux. Ne cherchons la justice, toute la justice, politique, économique et sociale que sur la voie de la liberté. Il ne peut y avoir rien de vivant et d'humain en dehors de la liberté, et un socialisme qui la rejetterait de son sein ou qui ne l'accepterait pas comme unique principe créateur et comme base nous mènerait tout droit à l'esclavage et à la bestialité.

Lettre à Paulo (militant espagnol)

NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

L'Enfance en croix, récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F**)

Eléments d'éthique moderne, par Gaston Leval (105 pages, **2,50 F**)

Pratique du socialisme libertaire, par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F**)

Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement, par Pierre Besnard (124 pages, **3 F**)

Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin, par Georges Las Vergnas **(5,50 F)**

Joies et fruits de la lecture, par Roger Hagnauer (202 pages, **6,70 F** franco)

L'expression écrite et orale, par Roger Hagnauer (290 pages, **10 F** franco)

Problèmes contemporains, par Jacques Bouyé, Laureano Riera et Gaston Leval (120 pages, **3 F** franco).

Le Chemin du socialisme, (**0,60 F** franço).

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : **8 F.** - Etranger : **10 F.** - L'exemplaire : **0,70 F.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14e)

Le directeur-gérant, **Gaston LEVAL**

idi, Argenton, Indre - Dépôt légal : 2me trimestre 1965.